

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR – NORD**

CONSULTATION N° 2025-04

***RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION
(RPC)***

**Travaux de création d'un parking
à l'hôtel de police de TOURCOING.**

4 LOTS

- Réponse électronique impérative -

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES.....	3
1.1 – Objet de la consultation.....	3
1.2 – Caractéristiques principales.....	3
1.3 – Lots et tranches.....	3
a) Lots.....	3
b) Tranches.....	3
1.4 – Variantes.....	4
1.5 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
1.6 – Délais.....	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 – Procédure.....	5
2.2 – Visites.....	5
2.3 – Compétences.....	5
2.4 – Prix des marchés.....	6
2.5 – Dossier de consultation.....	6
2.6 – Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2.7 – Délai de validité des offres.....	6
2.8 – Stipulations en matière de groupement de candidature.....	6
2.9 – Insertion par l'activité économique.....	7
ARTICLE 3 – CONSTITUTION ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES.....	8
3.1 – Pièces concernant la candidature.....	8
a) Candidature sous forme simplifiée avec formulaire DUME (Document Unique de Marché Européen).....	8
b) Candidature non présentée sous forme simplifiée (hors DUME).....	8
c) Justificatifs, moyens de preuves et documents complémentaires à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat.....	8
d) Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	9
e) Précisions concernant la sous-traitance.....	9
3.2 – Contenu de la proposition technique et financière (offre).....	9
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE TRANSMISSIONS DES OFFRES.....	11
4.1 – Dématérialisation des procédures.....	11
4.2 – Formats des documents informatiques.....	11
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
5.1 – Analyse des candidatures.....	12
5.2 – Critères de jugement des offres.....	12
ARTICLE 6 – NÉGOCIATION.....	14
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14
ATTESTATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS TECHNIQUES.....	15

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Le pouvoir adjudicateur est l'État.

Le représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord.

Le suivi technique et administratif de l'opération est assuré par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur.

- Suivi administratif : Mme Sabine BOIS BERTHELIN Tel : 03.74.68.75.68.
sgami-nord-dagf-bmp-immo@interieur.gouv.fr
- Suivi technique : M Abdelhafid KADA Tel : 03.74.68.71.69. (06 33 58 14 02)
abdelhafid.kada@interieur.gouv.fr

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne des travaux de création d'un parking mutualisé entre la police nationale et la police municipale de TOURCOING (59).

1.2 – Caractéristiques principales

Les prestations, détaillées dans les cahiers de clauses techniques particulières n°2025-04, seront exécutées en site occupé.

Le programme vise à créer un parking mutualisé entre la Police Nationale et la Police Municipale à Tourcoing

- Tranche ferme : 45 places
- Tranche optionnelle 1 : 21 places
- Tranche optionnelle 2 : Engazonnement

1.3 – Lots et tranches

a) Lots

Les prestations de la consultation n°2025-04 seront exécutées en 4 lots juridiques séparés.

- Lot 1 – VRD ;
- Lot 2 – électricité, éclairage ;
- Lot 3 – espaces verts ;
- Lot 4 – modification d'un système de mise en sûreté.

Les opérateurs économiques pourront déposer une offre pour un ou plusieurs lots de la présente consultation.

b) Tranches

Ces lots sont composés d'une tranche ferme et de tranches optionnelles comme suit :

Lot n°1 – VRD ;

- Tranche ferme : 45 places de parking ;
- Tranche optionnelle n°1 : 21 places de parking ;

Lot n°2 – électricité, éclairage ;

- Tranche ferme : 45 places de parking ;
- Tranche optionnelle n°1 : 21 places de parking ;

Lot n°3 – espaces verts ;

- Tranche ferme : 45 places de parking ;
- Tranche optionnelle n°1 : 21 places de parking ;
- Tranche optionnelle n°2 : engazonnement ;

Lot n°4 – modification d'un système de mise en sûreté ;

- Tranche ferme : 45 places de parking.

Les affermisements des tranches optionnelles peuvent intervenir à la notification du marché, durant l'exécution de la tranche ferme ou après la réception de cette dernière. Les affermisements ne pourront plus être notifiés au-delà d'un délai de 24 mois après la date de réception des prestations de la tranche ferme.

1.4 – Variantes

Les variantes, au sens des articles R.2151-08 à R.2151-11 du code de la commande publique, qu'elles soient à l'initiative du soumissionnaire ou de l'acheteur, ne sont pas autorisées.

1.5 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation ne prévoit aucune prestation supplémentaire éventuelle.

1.6 – Délais

Les délais spécifiques à chaque lot se décomposent comme suit :

Lot n°1 – VRD

- Tranche ferme
 - Délai de préparation : 2 mois
 - Délai d'exécution : 4 mois 1/2
- Tranche optionnelle n°1 :
 - Délai de préparation : 1 mois
 - Délai d'exécution : 3 mois

Lot n°2 – électricité, éclairage

- Tranche ferme
 - Délai de préparation : 2 mois
 - Délai d'exécution : 4 mois 1/2
- Tranche optionnelle n°1 :
 - Délai de préparation : 1 mois
 - Délai d'exécution : 3 mois

Lot n°3 – espaces verts

- Tranche ferme
 - Délai de préparation : 2 mois
 - Délai d'exécution : 4 mois 1/2
- Tranche optionnelle n°1 :
 - Délai de préparation : 1 mois
 - Délai d'exécution : 3 mois
- Tranche optionnelle n°2 :
 - Délai de préparation : 1/2 mois
 - Délai d'exécution : 1/2 mois

Lot n°4 – modification d'un système de mise en sûreté

- Tranche ferme
 - Délai de préparation : 2 mois
 - Délai d'exécution : 4 mois 1/2

En cas d'affermissement et d'exécution simultanés de plusieurs tranches, les périodes de préparations et d'exécutions seront les suivantes :

- tranche ferme + tranche optionnelle 1 : préparation 2 mois et exécution 5 mois et une semaine
 - tranche ferme + tranche optionnelle 2 : préparation 2 mois et exécution 4 mois et 3 semaines
- et définies dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-5 du code de commande publique.

Le marché issu de la consultation n°2025-04 est un marché à tranches, en application des articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique.

2.2 – Visites

La visite du site est obligatoire avant la date limite de réception des offres.

Pour effectuer la visite pour les lots 1, 2 et 3, les candidats devront obligatoirement prendre rendez-vous avec la personne citée ci-après :

Abdelhafid KADA
Tel : 06 33 58 14 02
abdelhafid.kada@interieur.gouv.fr

Pour effectuer la visite pour le lot 4, les candidats devront obligatoirement prendre rendez-vous avec une des deux personnes citées ci-après :

Sébastien BEGUE
Tel : 03 59 22 79 62 ou 06 76 55 67 21
sebastien.begue@interieur.gouv.fr

ou

Fabrice BERTON
Tel : 03 59 71 10 30

L'adresse du site concerné est :

Hôtel de police
rue du repos
59 200 TOURCOING

2.3 – Compétences

Pour réaliser les prestations telles que définies dans les documents de la consultation n°2025-04, les opérateurs économiques devront posséder les qualifications minimales suivantes :

Pour le lot 1 :

- qualification FNTP : article 34 : chaussée urbaine avec spécification 341 assise de chaussée, 342 revêtement en matériaux enrobés, 345 pavés et dalles, 3452 en béton engazonné, 346 pose de bordures, chaînettes ou caniveaux.

Pour le lot 2 :

- qualification FNTP : article 64 réseaux souterrains électrique 641 en zone urbaine et 65 éclairage public 651 travaux neufs.

Pour le lot 3 :

- qualipaysage : aménagements paysagers statut confirmé.

Pour le lot 4 :

- certification du fabricant SYNCHRONIC ou équivalent.

La présentation de 2 références de travaux similaires avec apport de détails justifiant la maîtrise des techniques de désimperméabilisation en milieu urbanisé pour le lot 01.

Les opérateurs économiques pourront fournir, en remplacement, une liste de références significatives, datées de moins de trois ans, attestant de leurs capacités à réaliser les prestations faisant l'objet de la présente consultation.

2.4 – Prix des marchés

Les prix des marchés issus de la consultation n°2025-04, sont révisables. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2025. Ce mois est appelé « mois zéro ».

2.5 – Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend :

Documents administratifs :

- le présent règlement de consultation ;
- un acte d'engagement et ses annexes, spécifique à chaque lot ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°2025-04, commun à l'ensemble des lots, dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi ;
- le certificat de visite des lieux ;
- l'attestation de destruction des documents techniques (annexe au présent règlement de la consultation) ;

Afin d'obtenir le « dossier technique » de la consultation, les candidats devront transmettre l'attestation de destruction des documents techniques, datée et signée, au bureau des marchés publics du secrétariat pour l'administration du ministère de l'intérieur – Nord, par courriel, à l'adresse suivante :

sgami-nord-dagf-bmp-immo@interieur.gouv.fr

Les pièces techniques seront transmises par voie électronique via la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Documents techniques :

- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) spécifiques à chaque lot ;
- un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire spécifique à chaque lot ;
- des annexes ;
- documents techniques (ENEDIS, mairie, MEL AEP, MEL EU TELECOM, Orange, RDT GRDF, Satelec, SFR, tableau récapitulatif) ;
- arrêté Permis d'Aménager PA05956624T0004 signé ;
- E24-067-V5 - Rapport sol geodecrion + Annexes ;
- des plans (plan masse, plan existant, plan réseau, plan tranche ferme lot 3, plan tranche optionnelle 1 lot 3).

2.6 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les opérateurs économiques doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier de consultation par les candidats, la date limite fixée pour la réception des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de la nouvelle date.

2.7 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres initiales.

En cas de négociation, ce même délai est appliqué à compter de la réception des offres négociées.

La nouvelle date limite de réception des offres négociées annule et remplace la date limite de réception des offres initiales.

2.8 – Stipulations en matière de groupement de candidature

Dans le cas d'une présentation de candidature de type groupement (co-traitance), après notification, il sera demandé au groupement de prendre la forme conjointe avec mandataire solidaire.

Il est interdit de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de :

- opérateurs économiques individuels et membres d'un ou plusieurs groupements
- membres de plusieurs groupements.

2.9 – Insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le maître d'ouvrage souhaite solliciter les opérateurs économiques qui répondent à ses marchés publics en mobilisant la possibilité ouverte par l'article L.2112-2 du code de la commande publique.

L'opérateur économique attributaire du lot 01, est tenu, pour l'exécution du marché, de réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières, telle définie à l'article 6 du CCAP 2025-04.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition serait irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par un facilitateur de la clause sociale au sein de :

Maison de l'Emploi Lys-Tourcoing (MELT)
Accueil : 4 rue de Turenne / 59 200 Tourcoing
Siège social : 85 rue des Ursulines / 59 200 Tourcoing
Contact : Michel MOUADA
Tél. : 06 77 40 76 72 / 03 20 28 47 06
mmouada@lamelt.fr

ARTICLE 3 – CONSTITUTION ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

L'ATTENTION DES CANDIDATS EST ATTIRÉE SUR LA NÉCESSITÉ DE RESPECTER SCRUPULEUSEMENT LES DISPOSITIONS CI-APRÈS RELATIVES A LA CONSTITUTION DES CANDIDATURES ET OFFRES.

3.1 – Pièces concernant la candidature

Les opérateurs économiques éligibles peuvent déposer une **candidature simplifiée**.

Les opérateurs économiques éligibles qui ne souhaitent pas déposer de candidature simplifiée, qui se présentent en groupement, qui ne disposent pas d'un numéro SIRET ainsi que les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la **candidature hors déclaration simplifiée**.

En tout état de cause, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

La signature des documents de la candidature est souhaitable et recommandée mais n'est pas obligatoire.

a) Candidature sous forme simplifiée avec formulaire DUME (*Document Unique de Marché Européen*)

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME (accessible sur le portail chorus-pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>) en renseignant uniquement la partie IV « indication globale pour tous les critères de sélection » à savoir :

- la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels
- le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices
- les certificats de qualité ou équivalents, établis par des organismes indépendants, attestant que l'opérateur économique se conforme aux normes d'assurance de qualité, le cas échéant.

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

b) Candidature non présentée sous forme simplifiée (*hors DUME*)

Les opérateurs économiques renseignent et remettent :

- une lettre de candidature indiquant si le candidat se présente seul ou en groupement (indiquer alors si solidaire ou conjoint)
Il est possible, dans le cadre de cette consultation, d'utiliser le formulaire DC1.
- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R.2143-3 du code de la commande publique
Il est possible, dans le cadre de cette consultation, d'utiliser le formulaire DC2.
- la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels
- le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices
- les certificats de qualité, ou équivalents établis par des organismes indépendants, attestant que l'opérateur économique se conforme aux normes d'assurance de qualité le cas échéant.

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

c) Justificatifs, moyens de preuves et documents complémentaires à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Que les candidatures soient présentées sous la forme simplifiée ou non, les opérateurs économiques transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitudes et capacités :

- la copie du ou des jugements prononcés si l'opérateur économique est en redressement judiciaire
- une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur économique dispose pour la réalisation de marchés de même nature (**1 page A4 maximum**)
- une déclaration indiquant les effectifs de l'opérateur économique pour chacune des trois dernières années

- une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (récentes, pertinentes et au nombre maximal de trois)
- les qualifications demandées à l'article 2-3 du présent règlement de la consultation
- les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager l'opérateur économique : ces documents doivent faire apparaître expressément l'identité et la capacité de la (des) personne(s) habilitée(s) à engager l'entité candidate, quelle que soit la forme juridique de cette entité (société, artisan, association ou autre – exemples : carte professionnelle datant de moins de trois mois ou numéro unique d'identification délivré par l'INSEE)

En cas de transfert de cette capacité à une autre personne, celui-ci devra être prouvé par la production d'un mandat, d'un pouvoir, ou d'une délégation signé(e) par une personne officiellement habilitée à engager la société. Toute subdélégation devra être prouvée dans les mêmes termes.

- la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels
- un relevé d'identité bancaire (RIB)
- le certificat de visite des lieux, renseigné lors de la visite obligatoire du site concerné.

d) Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. Hors DUME, chacun des membres du groupement doit fournir une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2).

e) Précisions concernant la sous-traitance

Dans le cas où une candidature, présentée sous forme simplifiée avec formulaire DUME, s'appuie sur un ou plusieurs sous-traitants, le candidat renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant concerné et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si l'opérateur économique ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

La présentation d'un sous-traitant, pour une candidature présentée hors d'une forme simplifiée, peut se faire à l'aide du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance – téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>) dûment renseigné et signé par le sous-traitant et l'opérateur économique, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

3.2 – Contenu de la proposition technique et financière (offre)

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait que tout manquement de sa part aux obligations administratives et juridiques, toute présentation des prix qui ne respecte pas les lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, ou du bordereau des prix unitaires, pourront motiver le rejet de la proposition. De même, une offre substantiellement incomplète pourra entraîner son rejet.

La signature de l'offre est possible et recommandée, mais n'est pas obligatoire à ce stade de la consultation.

Le cas échéant, l'administration pourra demander à l'entreprise retenue à l'issue de la consultation de signer son offre avant l'attribution du marché.

Le soumissionnaire peut donc choisir de signer son acte d'engagement dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique (les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES) conforme à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les contrats de la commande publique et signera uniquement l'acte d'engagement.

Le soumissionnaire ne doit pas joindre le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou le règlement de la consultation (RC) à sa proposition technique et financière, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

Documents relatifs à l'offre technique et financière

Les offres devront comporter les pièces suivantes, rédigées en français, dûment remplies par une personne habilitée à engager la société (joindre un pouvoir le cas échéant) :

- l'acte d'engagement (AE), et ses annexes, du lot concerné, à compléter par le représentant qualifié du soumissionnaire

Note : *Cet acte d'engagement sera accompagné, si nécessaire, par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement. Dans ce cas, le titulaire du marché devra impérativement indiquer dans l'acte d'engagement le montant exact qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal qu'il pourra présenter en nantissement.*

- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du lot concerné, à compléter par le représentant qualifié du soumissionnaire
- un mémoire technique **(20 pages maximum)**, comprenant a minima :
 - les méthodes et moyens (humains et matériels) mis à disposition pour la réalisation des prestations;
 - la structure d'encadrement du chantier (effectif complet) en précisant le rôle de chacun;
 - la description détaillée du mode opératoire;
 - le planning détaillé des délais d'approvisionnement et d'exécution par tâches;
 - la liste des matériaux et matériels prévus dans le dossier de consultation 2025-04;
 - la sécurité du chantier;
 - le respect des exigences environnementales;
 - le respect des exigences sociales (lot 01).

Le ministère de l'intérieur est également soucieux de soutenir l'innovation et invite les candidats à intégrer dans la mesure du possible des produits ou des méthodes dites innovantes à leur offre.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE TRANSMISSIONS DES OFFRES

4.1 – Dématérialisation des procédures

Les offres sont à remettre exclusivement par format électronique via la plateforme des achats de l'État à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

puis cliquer sur recherche avancée et indiquer en référence de consultation :

2025-04-parking-tourcoing

Ou lien direct :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2873372&orgAcronyme=g6l>

Date limite de réception des offres : 27 novembre 2025 à 16 heures

Seule la date d'accusé de dépôt du dossier sur la plateforme PLACE fait foi.

Le soumissionnaire transmettra ses documents aux formats standards du marché.

Les opérateurs économiques qui transmettent leurs candidatures et offres par voie électronique et qui souhaitent signer de manière dématérialisée, doivent utiliser un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'État.

En complément d'un envoi par voie électronique, le candidat peut envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique (article R.3122-17 du code de la commande publique). Dans ce cas précis, la copie de sauvegarde (en plus de l'envoi sur PLACE) doit être envoyée, avant les date et heure limites de réception, à l'adresse suivante : SGAMI NORD/DAGF/Bureau des marchés, cité Marianne, Bâtiment D, 2 boulevard de Strasbourg, BP 2012, 59 000 LILLE. Sans réception de l'offre par voie électronique dans les délais, la copie de sauvegarde ne sera pas ouverte ni analysée.

Pour communiquer avec les opérateurs économiques, le pouvoir adjudicateur utilise la plateforme des achats de l'État (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Celle-ci génère des courriels qui peuvent être considérés comme des "spams" par la messagerie des candidats.

Il est par conséquent recommandé aux opérateurs économiques de configurer leur messagerie pour recevoir ces informations dans les meilleures conditions en ajoutant, le cas échéant, l'adresse suivante nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr dans la liste des expéditeurs autorisés.

4.2 – Formats des documents informatiques

Afin de pouvoir ouvrir et lire correctement certaines des pièces de la consultation, il est fortement recommandé aux opérateurs économiques de télécharger gratuitement LIBRE OFFICE et d'utiliser le traitement de texte (Writer) et le tableur (Calc). Des incompatibilités informatiques (risques de pages manquantes, tableurs manquants dans les documents de textes...) peuvent apparaître pour les candidats utilisant d'autres logiciels que LIBRE OFFICE.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 – Analyse des candidatures

Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 3.1 du présent règlement (le pouvoir adjudicateur se laissant la possibilité de les réclamer au candidat),
et/ou

ne présentant pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes, ne seront pas admises.

5.2 – Critères de jugement des offres

Pour chaque lot, les offres seront appréciées au regard des critères suivants, selon les grilles de cotation précisées ci-après :

Critères et sous-critères LOT 1		PONDÉRATI ON à renseigner
Valeur financière et cohérence des montants proposés :		40,00 %
Valeur financière (A renseigner obligatoirement)		30,00 %
Cohérence des montants proposés et respect du cadre de décomposition du prix (A renseigner obligatoirement)		10,00 %
Valeur technique de l'offre appréciée au vu du mémoire technique comprenant :		60,00 %
Moyens (humains et matériels) mis à disposition pour la réalisation des prestations, structure d'encadrement du chantier (effectif complet) en précisant le rôle de chacun		5,00 %
Description détaillée du mode opératoire prenant en compte les propositions techniques et esthétiques mise en place permettant la livraison d'un ouvrage qualitatif.		20,00 %
Planning détaillé des délais d'approvisionnement et d'exécution par tâches		10,00 %
Liste des matériaux et matériel prévus dans le dossier de la consultation		10,00 %
Sécurité du chantier		5,00 %
Respect des exigences environnementales		5,00 %
Autocontrôle – géoréférencement		5,00 %
TOTAL (100%)		100,00 %

Critères et sous-critères LOT 2		PONDÉRATI ON à renseigner
Valeur financière et cohérence des montants proposés :		40,00 %
Valeur financière (A renseigner obligatoirement)		30,00 %
Cohérence des montants proposés et respect du cadre de décomposition du prix (A renseigner obligatoirement)		10,00 %
Valeur technique de l'offre appréciée au vu du mémoire technique comprenant :		60,00 %
Moyens (humains et matériels) mis à disposition pour la réalisation des prestations, structure d'encadrement du chantier (effectif complet) en précisant le rôle de chacun		5,00 %
Description détaillée du mode opératoire précisant la compréhension du dossier, notamment sur les raccordements électriques des nouveaux équipements.		20,00 %
Planning détaillé des délais d'approvisionnement et d'exécution par tâches		10,00 %
Liste des matériaux et matériel prévus dans le dossier de la consultation		10,00 %
Sécurité du chantier		5,00 %
Respect des exigences environnementales		5,00 %
Autocontrôle		5,00 %
TOTAL (100%)		100,00 %

Critères et sous-critères LOT 3		PONDÉRATI ON
Valeur financière et cohérence des montants proposés :		à renseigner 40,00 %
Valeur financière (A renseigner obligatoirement)		30,00 %
Cohérence des montants proposés et respect du cadre de décomposition du prix (A renseigner obligatoirement)		10,00 %
Valeur technique de l'offre appréciée au vu du mémoire technique comprenant :		60,00 %
Moyens (humains et matériels) mis à disposition pour la réalisation des prestations, structure d'encadrement du chantier (effectif complet) en précisant le rôle de chacun		5,00 %
Description détaillée du mode opératoire prenant en compte les propositions techniques et esthétiques mise en place permettant la livraison d'un ouvrage qualitatif.		20,00 %
Planning détaillé des délais d'approvisionnement et d'exécution par tâches		10,00 %
Liste et provenance des végétaux prévus dans le dossier de la consultation		20,00 %
Sécurité du chantier		5,00 %
TOTAL (100%)		100,00 %

Critères et sous-critères LOT 4		PONDÉRATI ON
Valeur financière et cohérence des montants proposés :		à renseigner 50,00 %
Valeur financière (A renseigner obligatoirement)		40,00 %
Cohérence des montants proposés et respect du cadre de décomposition du prix (A renseigner obligatoirement)		10,00 %
Valeur technique de l'offre appréciée au vu du mémoire technique comprenant :		50,00 %
Proposition technique d'une solution novatrice, pérenne et sécuritaire qui détaille très précisément les objectifs attendus pour le présent projet		10,00 %
Description détaillée du mode opératoire sur les différentes phases du chantier		8,00 %
Les moyens humain et matériel mis en place pour mener à bien les différentes phases du chantier		8,00 %
La liste des habilitations nécessaire au chantier pour que chaque technicien puisse œuvrer en toute sécurité.		2,00 %
Les certifications dont dispose l'entreprise ou l'identification du technicien certifié.		2,00 %
Synoptique détaillé.		5,00 %
Fiches techniques de l'ensemble des produits déployés.		2,00 %
Planning précis des différentes phase du chantier avec les moyens humains mis à disposition pour chacune de phases.		5,00 %
Les moyens déployés sur site pour prévenir des risques inhérents au chantier (balisage ...)		8,00 %
TOTAL (100%)		100,00 %

ARTICLE 6 – NÉGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les soumissionnaires ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés à l'article 5-2 et dans la limite de trois (3) soumissionnaires.

Les offres inacceptables ou irrégulières pourront éventuellement devenir régulières en application de l'article R.2152-1 du code de la commande publique. L'acheteur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait qu'il ne s'agit que d'une possibilité et non d'une obligation.

Si le pouvoir adjudicateur procède à une négociation, les soumissionnaires sélectionnés seront avisés par courrier ou messagerie électronique, du déroulement de la négociation dont les modalités seront identiques pour chacun d'eux. Elle se déroulera sous la forme d'une audition individuelle par le maître d'ouvrage de chacun des soumissionnaires (ou du groupement d'opérateurs économiques le cas échéant), à l'issue de laquelle les soumissionnaires remettront leur offre finale selon des conditions identiques.

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de limiter la négociation à une simple remise d'une nouvelle offre finale, sans audition préalable.

Les offres finales seront alors jugées selon les mêmes critères, reportés à l'article 5-2 du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires que les candidats souhaiteraient obtenir au vu du dossier de consultation pourront faire l'objet de questions écrites transmises via la plateforme des achats de l'État (PLACE) uniquement.

Les réponses aux questions écrites seront communiquées à tous les candidats destinataires du dossier de consultation. Ces réponses seront diffusées au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question qui ne serait pas posée dans les conditions décrites ci-dessus.

Les soumissionnaires qui auront remis une offre ne seront pas autorisés à la retirer.

Chaque opérateur économique sera informé du choix ou du rejet de son offre par écrit. **Aucun renseignement ne sera communiqué par téléphone.**

Les offres des soumissionnaires non retenus seront conservées par le maître d'ouvrage.

**Préfecture de la zone de défense
et de sécurité Nord**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR – NORD**

ATTESTATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS TECHNIQUES

- LES DOCUMENTS TECHNIQUES OBTENUS NE DOIVENT PAS ÊTRE DIFFUSÉS AUPRÈS DE TIERS -

**Je soussigné M....., en qualité de
..... de la société.....m'engage à détruire les plans et
autres documents techniques à l'issue de la consultation n°2025-04
(travaux de création d'un parking à l'hôtel de police de TOURCOING) ou à
l'issue de cette opération en cas d'attribution.**

A , le

Signature et cachet